



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-8310>

Département(s) de publication : **76**

Annonce n° **24-8310**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Dieppe

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21760217600018

Ville : DIEPPE

Code postal : 76200

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 76

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1406189>

Identifiant interne de la consultation : 2348

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Service de la Commande Publique

Numéro de téléphone du contact : +33 235066137

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité

judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus - Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés - Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. - Formulaire Dc4, Déclaration de sous-traitance. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. - Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. - Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 26/02/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Autorisée

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : énoncé dans le Rc

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF A L'ENTRETIEN COURANT DES BATIMENTS DE LA VILLE DE DIEPPE

Code CPV principal - Descripteur principal : 45454100

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. Les sept lots sont des accords-cadres mono-attributaires à bons de commande. Les prix unitaires seront révisés selon les modalités déterminées au Cahier des clauses administratives particulières (CCAP). Chaque accord-cadre conclu sur la base de la présente consultation aura une durée de 12 mois à compter de leur date respective de notification, reconductible tacitement trois fois par période analogue, soit une durée totale de 48 mois. Les modalités d'émission des bons de commande sont décrites dans le CCAP. Cette consultation ne comporte ni tranche optionnelle, ni prestations supplémentaire éventuelle et elle prohibe les variantes

Lieu principal d'exécution du marché : VILLE DE DIEPPE 76200 - Dieppe

Durée du marché (en mois) : 48

Valeur estimée (H.T.) : 5000000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot : 1 :** Peinture et revêtement mural et de sol. Le montant indiqué correspond au montant maximum de ce lot sur 48 mois
Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45442100
Lieu d'exécution du lot : Tous les bâtiments érigés sur le territoire communal de la Ville de Dieppe
- **Description du lot : 2 :** Menuiserie, isolation et faux plafonds. Le montant indiqué correspond au montant maximum de ce lot sur 48 mois
Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45421000
Lieu d'exécution du lot : Tous les bâtiments érigés sur le territoire communal de la Ville de Dieppe
- **Description du lot : 3 :** Plomberie, sanitaire, chauffage, ventilation. Le montant indiqué correspond au montant maximum de ce lot sur 48 mois
Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45330000
Lieu d'exécution du lot : Tous les bâtiments érigés sur le territoire communal de la Ville de Dieppe
- **Description du lot : 4 :** Electricité. Le montant indiqué correspond au montant maximum de ce lot sur 48 mois
Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 09310000
Lieu d'exécution du lot : Tous les bâtiments érigés sur le territoire communal de la Ville de Dieppe
- **Description du lot : 5 :** Maçonnerie et carrelage. Le montant indiqué correspond au montant maximum de ce lot sur 48 mois
Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45262522
Lieu d'exécution du lot : Tous les bâtiments érigés sur le territoire communal de la Ville de Dieppe
- **Description du lot : 6 :** Couverture, isolation, étanchéité et charpente. Le montant indiqué correspond au montant maximum de ce lot sur 48 mois
Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45320000
Lieu d'exécution du lot : Tous les bâtiments érigés sur le territoire communal de la Ville de Dieppe
- **Description du lot : 7 :** Métallerie et serrurerie. Le montant indiqué correspond au montant maximum de ce lot sur 48 mois
Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 44316500
Lieu d'exécution du lot : Tous les bâtiments érigés sur le territoire communal de la Ville de Dieppe

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement, électroniquement et exclusivement sur le site internet suivant "<https://www.marches-publics.info>". En cas de retrait anonyme du DCE sur le site de dématérialisation susmentionné, vous êtes informé que si le présent avis fait l'objet d'une modification, d'un rectificatif, d'une correspondance ou est déclaré sans suite, vous n'aurez pas ces informations. Elles seront adressées uniquement aux entreprises identifiées. Le dossier contenant la candidature et l'offre devra être déposé sur la plateforme www.marches-publics.info avant la date et l'heure limites de remise des plis. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la

consultation, ainsi que ceux qui n'auraient pas respecté les conditions de réception mentionnées précédemment, ne seront ni ouverts, ni analysés, ni retenus, conformément à l'article R2143-2 du Code de la commande publique. La remise d'une offre par le candidat vaut acceptation pleine et entière de l'ensemble des documents composant le dossier de consultation des entreprises dans leur dernière version publiée sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics avant l'expiration de la date de remise des plis. Les marques et autres libellés commerciaux éventuellement cités dans le dossier de consultation ont uniquement une portée indicative pour informer les candidats sur le niveau de qualité exigé par le pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article R2111-7 du Code de la commande publique, les candidats peuvent proposer des produits ou procédés équivalents aux marques et autres libellés commerciaux ainsi mentionnés. La Ville de Dieppe se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, le délai susmentionné est applicable en fonction de cette nouvelle date. Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard à la date limite fixée sur la première page du Règlement de la consultation, une demande écrite au pouvoir adjudicateur via la plateforme internet www.marches-publics.info. Une phase de négociation pourra être ouverte selon les modalités précisées par le Règlement de la consultation. Les documents composant le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sont listés dans le Règlement de la consultation

Date d'envoi du présent avis à la publication : 24/01/2024